

Portugal : les faces cachées de CHEGA

vendredi 5 avril 2024, par [GARCIA PEREIRA António](#) (Date de rédaction antérieure : 19 novembre 2020).

Dernièrement, on a beaucoup parlé du parti Chega et de son leader, André Ventura, ainsi que des intentions de vote proclamées. Des citoyens, dont certains sont incontestablement démocrates, ont exprimé un étonnement croissant, voire une inquiétude face à cette question et à ce qu'elle pourrait représenter à l'avenir.

Il s'agit en effet d'une question qui mérite non seulement un examen attentif de notre part, mais aussi un positionnement ferme.

Sommaire

- [L'argent de Chega](#)
- [Les dirigeants de Chega](#)
- [Ventura, « ami » des pauvres](#)
- [Les grands et généreux amis de](#)
- [Le soutien des Églises à Chega](#)
- [La « cohérence » et le « \(...\)](#)
- [Chega, le parti des grands](#)
- [Chega, le parti des fascistes](#)
- [Chega, une tragédie pour \(...\)](#)
- [Les fascistes ne passeront pas](#)

Chega a fondé toutes ses actions sur une base quadruple : une vocifération, aux cris de « honte ! », contre la corruption et autres excès pratiqués par les dignitaires du régime, une affirmation permanente de son prétendu sérieux et de son honnêteté, un discours dans lequel il se proclame défenseur des pauvres et des « sans chemise » contre les riches, les puissants et les corrompus. et, enfin, un appel systématique à la haine de l'autre, aux insultes basses et viles et à la peur .

L'argent de Chega

Cette opération de manipulation des consciences se construit avec de puissants moyens financiers permettant de gigantesques campagnes de propagande, allant des panneaux d'affichage, qui coûtent des centaines de milliers d'euros, à une utilisation massive des réseaux sociaux, avec des dizaines de milliers (au moins 20 000) de faux profils démultipliant artificiellement le prétendu soutien à la cause. Cela inclut également l'organisation de véritables campagnes de haine, d'intimidation et de meurtre de quiconque ose s'y opposer.

Il est d'ailleurs très curieux que l'Autorité de contrôle des comptes des partis politiques – qui est très vigilante, surtout en ce qui concerne les petits partis, et exige de ces derniers qu'ils aient une comptabilité digne de celle d'une société cotée en bourse et veut savoir qui a payé le café qu'un candidat a bu alors qu'il était filmé lors de sa campagne- ne montre pas le moindre engagement quand il s'agit de clarifier d'où vient le soutien financier, notamment de la propagande, de Chega, que ce soit avant l'élection d'André Ventura – lorsqu'il n'y avait pas de subvention d'État – et même

après, lorsqu'il a commencé à recevoir 193 000 euros par an.

D'autre part, se présentant comme un défenseur des pauvres, Chega, en dépit de tous ses discours, s'accommode fort bien de la corruption et du blanchiment d'argent, tout d'abord liés aux visas dorés [1]. Pour cette raison, lorsqu'en début d'année, le parlement a discuté d'une proposition d'amendement du budget de l'État visant à la suppression de ces visas, Ventura a voté... contre !

Les dirigeants de Chega

Ce n'est sûrement pas un hasard si au moins trois des principaux dirigeants de Chega sont liés à des investissements dans l'immobilier de luxe et à des entreprises qui lui sont liées.

En effet, Salvador Posser de Andrade, membre du conseil d'administration de Chega, est administrateur de Coporgest, une société immobilière de luxe qui a appartenu à l'univers BES/GES [2], responsable, entre autres, du luxueux Duques de Bragança, à côté de la rue Vítor Cordon, à Lisbonne, avec des appartements valant entre 700 000 et 6 millions d'euros, et dont ont été ou sont administrateurs. Entre autres, des personnages tels que José Maria Ricciardi et Luís Marques Mendes. Diogo Pacheco de Amorim, numéro 2 de Chega et considéré comme « l'idéologue » de celui-ci - qui a appartenu à des mouvements terroristes d'extrême droite tels que le MDLP (Mouvement Démocratique pour la Libération du Portugal) - travaille également dans le secteur de l'immobilier de luxe. Ricardo Regalla, directeur de la communication de Chega, est consultant pour une société immobilière de luxe, qui exerce principalement à Cascais, Sintra et Lisbonne, et se consacre également à l'organisation d'événements de luxe (comme les divorces à 100 € par personne). D'autre part, Gerardo Pedro, responsable numéro 1 de la stratégie et des « opérations » dans le domaine numérique (c'est-à-dire de la production de contenu et de la gestion des réseaux sociaux), possède Kriamos, une entreprise de produits numériques liée à Alcian Soluções, angolaise, considérée comme très proche du MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola) et du régime angolais. Sans parler de Manuel Matias, (ex fondateur du parti Pro Vie, qui a fusionné avec Chega) adjoint parlementaire de Ventura, qui a été président, pendant environ 5 ans, de la coopérative « Le rêve nous conduit », à Seixal, et l'a menée à la faillite, et doit encore un demi-million d'euros de salaires à une cinquantaine de travailleurs.

Ventura, « ami » des pauvres

Dans la réalité, « l'ami » des pauvres préconise l'expulsion des citoyens les plus défavorisés des grandes villes (afin de développer la spéculation immobilière et d'augmenter brutalement les prix de l'immobilier) avec l'argument extraordinaire qu'il est nécessaire de « laisser le marché fonctionner et, bien sûr, de laisser le principe de l'utilisateur-payeur s'appliquer dans tous les aspects de la vie dans les grandes villes de la côte. Bientôt, la vie dans ces grandes villes deviendra insupportable pour une partie importante de leur population, qui se rendra ainsi dans les villes de l'intérieur ». Ceux qui ont toujours vécu dans une ville et qui, aujourd'hui, grâce à l'inflation des prix de l'immobilier et au salaire misérable qu'ils perçoivent, sont incapables de payer le loyer : qu'ils soient expulsés, qu'ils quittent leur maison et qu'ils aillent vivre à la campagne - telle est la politique du logement de Chega.

Et il convient également de rappeler que dans son programme et dans la logique, qui y est énoncée, selon laquelle les fonctions sociales de l'État doivent avoir le caractère d'une simple « résidualité », Chega propose de privatiser complètement les hôpitaux, les universités, les écoles et les voies de communication, ainsi que toutes les entreprises publiques, de réduire les impôts sur les grandes

entreprises et, -dernière nouveauté-, de créer un impôt unique et égal (15 %) pour les riches, les très riches, les pauvres, les pauvres et les très pauvres, avec l'inévitable plongée de ces derniers dans la misère, la faim et la maladie.

En d'autres termes, avec un tel régime fiscal, un travailleur marié avec deux enfants, avec un salaire de 800 € et qui paie actuellement, au taux de 3,5 %, 28 € d'IRS [3], paierait 120 €, tandis qu'un député, également marié et avec deux enfants, qui gagne actuellement 3 600 € et paie, au taux de 29,9 %, 1 076 €, ne paierait que 540 €...

Autant le dire, pour le défenseur des pauvres, ce n'est pas mal...

Les grands et généreux amis de Chega

En outre, Chega peut compter aussi sur la garantie d'un soutien généreux et significatif, en plus de ceux déjà mentionnés ci-dessus, d'autres hommes d'affaires riches et puissants – avec lesquels Ventura s'est réuni :

- Son admirateur zélé João Maria Bravo, du groupe Sodarca (entreprise d'armement et de technologie militaire, fournisseur de l'État portugais) et de la société d'hélicoptères Helibravo (également engagée par l'État pour la lutte contre les incendies) représentant tous deux un chiffre d'affaires de plus de 33 millions d'euros de marchés publics dans les gouvernements de Costa.
- Carlos Barbot, propriétaire des peintures Barbot,
- Paulo Mirpuri, propriétaire de la compagnie aérienne Air Luxor qui a fait faillite et PDG de Hi-Fly, qui a fait suite à cette dernière, et qui a été engagée par le gouvernement pour aller chercher des équipements de protection individuelle contre le COVID-19 en Chine.
- João Ortigão Costa, du groupe Sugal (un géant de l'industrie agroalimentaire qui possède la plus grande usine de transformation de tomates d'Europe),
- Francisco Sá Nogueira (ancien vice-président de l'une des holdings du Groupe Espírito Santo),
- l'avocat Francisco Cruz Martins (qui a été, de diverses manières, lié à des scandales financiers et politiques tels que ceux de BES, BANIF et des Panama Papers).

Tous sont très intéressés à « attaquer les copains politiques » (selon l'expression de l'avocat dans ses déclarations au magazine Visão) et à promettre qu'en termes d'aide financière, « ce qui est nécessaire sera fait », avec la justification que « depuis 1974, le pays est en train de sombrer » (déclarations explicites de João Maria Bravo).

Comme le veut l'expression populaire : « Dis-moi avec qui tu traînes (et qui t'aide), je te dirai qui tu es ! » ...

Le soutien des Églises à Chega

À tout cela s'ajoute le lien croissant et de plus en plus visible de Chega et Ventura avec les Églises, non seulement avec l'Église catholique, mais aussi avec les évangéliques pentecôtistes (comme Bolsonaro, béni par l'évêque Edir Macedo, haut dirigeant de l'IURD [4], et Trump), qui recherchent farouchement le pouvoir politique et social et de grands gains économiques. notamment par les exonérations fiscales dont ils peuvent bénéficier.

Il est ainsi de plus en plus fréquent que les responsables de ces Églises financent non seulement les activités des partis, mais qu'ils fassent aussi l'éloge publiquement, dans les lieux de culte, leurs publications et la presse, des responsables politiques qu'ils soutiennent.

Et - comme l'a récemment dénoncé le professeur Donizete Ramos, professeur de sociologie de la religion à l'Université de Beira Interior-, c'est déjà le cas avec Chega, puisque des pasteurs évangéliques, lors du culte, ont explicitement appelé, lors des dernières élections législatives, à voter pour André Ventura. Et, par exemple, Kuriakos TV, la chaîne de l'Église de Maná, le soutient sans réserve, ayant déjà couvert les initiatives de Chega.

La dirigeante nationale Lucinda Ribeiro, une chrétienne évangélique ultra-réactionnaire, a déclaré, dans l'un de ses nombreux écrits, que « quiconque ne veut pas être qualifié d'extrême droite est dans le mauvais parti ». Elle est, de manière significative, la coordinatrice non seulement des adhésions à Chega, mais, aussi et surtout, des différents « groupes de soutien » d'André Ventura, stratégiquement positionnés sur les réseaux sociaux.

Maria Helena Costa, auteure d'un livre notoire contre ce qu'elle appelle « l'idéologie du genre », et Ana Eusébio, de la dite Communauté Chrétienne de Lisbonne (candidate des luttes de Chega), sont d'autres dirigeantes également très influentes.

La « cohérence » et le « sérieux » de Ventura

André Ventura lui-même, qui se veut un parangon de vertu, est un employé de l'administration fiscale. Alors stagiaire, il avait signé un avis infâme sur la base duquel une société appartenant à Paulo Lalanda de Castro (qui faisait venir des Libyens pour un traitement médical au Portugal) était exonérée du paiement de 1,8 million d'euros de TVA.

Puis, à la faveur d'une curieuse évolution professionnelle, il a obtenu un congé sans solde de l'État pour travailler comme consultant chez Finpartner - Consultadoria, Contabilidade e Fiscalidade, S.A., la société de « planification fiscale » du cabinet d'avocats des frères Caiado Guerreiro, dont l'activité principale est d'aider les entreprises à pratiquer l'évasion fiscale (soit l'utilisation formellement licite de mécanismes juridiques et de subterfuges, pour éviter de payer des impôts) et qui annonce sur son site web le soutien aux clients soumis à des contrôles fiscaux (de l'emploi précédent de Ventura !), en plus de fournir des adresses pour des sièges temporaires, afin - étonnamment - de « faciliter certains types de projets ou d'ouverture d'entreprises ».

Dans une interview accordée trois jours avant les dernières législatives, Ventura a juré mordicus : « oui, je vais exclusivement député [5], je me dois de donner l'exemple, et ne pas parler seulement ». Et pourtant, il a conservé ces deux fonctions, de conseiller financier et de commentateur sur CMTV. De ces dernières, il n'a été démis que le 19 mai, et quant aux premières, il ne les a cessées qu'après de nombreuses dénonciations publiques de ce qu'étaient au final sa « cohérence » et son « sérieux » proclamés, à partir du 30 juin, soit six mois et demi après son élection ! Tout cela alors qu'au parlement il s'absentait lors du vote sur les actes juridiques relatifs à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme...

En effet, dans cette démonstration d'une grande cohérence, le même André Ventura qui, en 2019, s'en prend aux minorités ethniques et aux homosexuels et qui défend des choses telles que l'augmentation disproportionnée du pouvoir des policiers, la « suppression des permis de séjour pour protection humanitaire » et la « réduction drastique de la présence islamique dans l'Union européenne » est celui qui, en 2013, à des fins académiques et dans sa thèse de doctorat soutenue à l'Université de Cork, en Irlande, critiquait vivement l'expansion des pouvoirs de la police, la

« stigmatisation et la discrimination des minorités », les politiques « fondées sur la peur » et le « populisme pénal » (représenté par l'augmentation disproportionnée des peines et des « détentions sans preuves concrètes »).

Et, pris dans ces contradictions évidentes, il a tenté de justifier ces dernières par « l'argument » selon lequel « la science est une chose et l'opinion politique en est une autre », en d'autres termes, un chef de parti est autorisé à falsifier la réalité et à proférer des absurdités anti-scientifiques pour atteindre ses objectifs politiques !

Après tout, où étaient la cohérence, le sérieux et l'honneur dont Ventura aime se vanter ?...

Chega, le parti des grands intérêts financiers

Chega est donc un parti de dirigeants et de partisans riches et ultra-conservateurs qui protège et défend les grands intérêts économiques et financiers. Un parti qui prêche continuellement, en criant fort, une chose, puis pratique son contraire. Un parti qui, financé par ces mêmes intérêts, armé de puissantes milices numériques et soutenu par les secteurs les plus réactionnaires de la société, fait constamment appel aux sentiments les plus primaires des gens et qui développe continuellement des discours de haine et fait appel aux clichés et aux attaques personnelles les plus misérables. Un parti qui défend, pratique et encourage la xénophobie et le racisme, la discrimination et la persécution de ceux qui sont différents, que ce soit sur le plan politique, culturel, racial ou sexuel.

Les vociférations apparemment radicales contre la corruption et la cupidité des riches et des puissants - qui tromperaient les plus imprudents - ne sont, après tout, rien d'autre que des masques derrière lesquels se cachent les véritables objectifs et projets de société.

Les discours prétendument anti-système « toujours du côté des bandits », contre le « borbier de la politique » et les « clowneries du parlement », (...), ne relèvent que de la démagogie la plus élémentaire. Et la férocité des attaques contre les Noirs, les Tziganes, les immigrés en général ainsi que les homosexuels, vont de pair avec des assertions telles que « Ventura est ce que les chrétiens attendent depuis longtemps. Il est catholique, comme Salazar, et tous deux ont reçu la culture du séminaire, mais ils ne sont pas devenus prêtres. Si nous voulons que le pays soit gouverné par Dieu, nous devons avoir des hommes et des femmes qui craignent Dieu dans le gouvernement » (déclarations du pasteur évangélique Constantino Ferreira).

Chega, le parti des fascistes convaincus

Les fascistes convaincus sont partout dans les structures de Chega : Luís Filipe Graça, président du conseil d'administration de la convention, était un dirigeant du PNR [6] et, auparavant, du MON - Mouvement d'Opposition Nationale, embryon de l'organisation néonazie Nouvel Ordre Social. Un passé auquel ont appartenu aussi : Carlos Carrasco, vice-président de l'arrondissement de Setúbal (qui se vante d'avoir des contacts avec Marine Le Pen du Front national en France et avec Alessandra Mussolini), Pedro Frade, candidat à Lisbonne, et Pedro Marques, tous deux anciens dirigeants du MAN - Mouvement d'Action Nationale -, Rui Roque, ancien dirigeant du PNR et directeur de campagne de l'Alliance de Santana Lopes (et qui était lié au groupe de majorettes Farense SS Ultra, en plus d'être un sympathisant et un défenseur déclaré du fascisme sur sa page Facebook). Il ne manque que la cartomancienne Cristina Vieira qui a ajouté à son palmarès en tant que directrice des opérations de LibertaGia (une entreprise qui, par le biais d'un système pyramidal, aurait nui à environ 2 millions de clients) une place de choix à Chega et dans l'élaboration du programme respectif.

Dans un tel parti, il ne peut y avoir que des propositions moyenâgeuses telles que l'ablation des ovaires des femmes qui avortent (qui, bien qu'elle ait rejetée au final, avait été acceptée pour discussion et soumise au vote à la Convention d'Évora) ou des mesures, incluses dans le programme, telles que celles déjà mentionnées ci-dessus, ou celles de la castration chimique, voire physique, des violeurs., la suppression du ministère de l'Éducation, la création de la réclusion à perpétuité, l'opposition frontale à la caractérisation du « crime de haine » dans le droit pénal portugais, le rejet du multiculturalisme, des contrats d'emploi insertion pour les chômeurs qui perçoivent des allocations de chômage, etc., etc., etc.

Chega, une tragédie pour les travailleurs

Et pour tout travailleur qui aurait encore une quelconque illusion sur ce que Chega entend en termes de travail, il suffit de lire le point 6 du programme, qui recommande :

« 2. Modification de la législation du travail afin d'assouplir les flux d'entrée et de sortie de la situation des salariés ;

3. Une plus grande flexibilité de la législation du travail à différents niveaux, afin que chacun puisse avoir accès au marché du travail, à travers

4. La libéralisation des entrées et des sorties du marché du travail. Pour que les flux augmentent, il est nécessaire de faciliter l'embauche et cela n'est possible que si les coûts de « l'employabilité » - salaires, restrictions légales, horaires de travail rigides, accès difficile à l'information, cotisations sociales et coûts de licenciement - sont réduits ».

Soit la loi absolue de la jungle dans les relations de travail, avec la facilitation supplémentaire des licenciements et des embauches précaires, la réduction des cotisations patronales de sécurité sociale, la réduction des salaires et des indemnités de licenciement et la flexibilisation du temps de travail en fonction des intérêts de l'employeur.

Il s'agit, en bref, déguisé sous le vieil habit du « sauvetage de la patrie » et du rôle mystique du leader, ainsi que de l'idéologie vieille de neuf décennies de « Dieu, Patrie et Autorité » - du programme terroriste du grand capital pour la période de la grave crise économique et sociale qui approche à grands pas et qui se fait déjà sentir aujourd'hui. Tout comme cela s'est produit avec Hitler, Mussolini, Franco et Salazar dans les années 30, du vingtième siècle, avec les dictatures militaires féroces en Amérique latine dans les années 1960 et 1970, et avec Trump et Bolsonaro au XXI^e siècle.

Les fascistes ne passeront pas !

Cependant, il est important de souligner - et ce débat doit se tenir maintenant, et non demain ! - que ce sont aujourd'hui (comme ils l'ont toujours été à travers l'histoire...) beaucoup de ceux qui prétendent être des défenseurs de la Liberté et de la Démocratie qui ouvrent la voie aux fascistes et autres populistes et permettent à leur discours démagogique et traître de gagner du soutien.

Lorsque, par exemple, les partis au pouvoir, PS et PSD en tête, gèrent l'administration publique et le secteur des affaires de l'État comme un ensemble de « cagnottes » à distribuer sans vergogne à des amis et des copains de la même couleur de parti, ils ouvrent la voie .

C'est aussi ce qui arrive lorsque de tels partis, notamment ceux qui se réclament de gauche,

s'alignent discrètement sur tous les schémas de corruption (de la falsification de documents à la manipulation des données de résidence pour que les députés reçoivent un peu plus de « subventions »), ou tentent de remplacer le débat d'idées, sérieux et réfléchi, par l'étouffement de toutes les voix critiques (qu'elles s'opposent aux mesures de l'authentique « techno-fascisme » successivement adoptées sous prétexte de lutter contre la Covid-19 ou celles qui dénoncent le fait que, même aujourd'hui, pas une seule institution ou organisme public portugais n'ait adopté la norme dite NP ISO 37001, de 2018 sur les systèmes de gestion anti-corruption), cherchant ainsi à imposer, certes de manière plus subtile, la logique de la peur et l'empire de la pensée unique.

Ainsi, ces démocrates se montrent aussi mauvais, aussi corrompus et aussi autoritaires que ceux qu'ils prétendent critiquer et combattre, et lorsqu'ils se réveillent enfin, c'est sur les baïonnettes de ceux qu'ils ont aidé, de par leurs positions et attitudes, à croître et à accéder au pouvoir, et alors les regrets de dernière minute ne servent à rien.

Quant aux fascistes, ce qu'il y a à faire, c'est chaque jour, avec dévouement, sans vaciller, les dépouiller de leurs appareils d'agneaux, et de révéler leur vraie nature et les véritables intérêts qu'ils défendent. Et leur dire, avec toute la fermeté du monde : « Non, ils ne passeront pas ! »

Antonio Garcia Pereira

P.-S.

• Traduit du portugais par Luiza Toscane.

Article source : Diário Digital Castelo Branco, 19 novembre 2020 :
As Faces Ocultas do CHEGA vistas por Garcia Pereira
(diariodigitalcastelobranco.pt)

Notes

[1] Visas dorés, qui permettent aux étrangers fortunés d'obtenir la résidence dans l'Union européenne (UE) en investissant dans l'immobilier ou les actifs financiers locaux (NDLT).

[2] Banque Espirito Santo/Groupe Espirito Santo (NDLT).

[3] Impôt sur le revenu des personnes physiques (NDLT).

[4] Eglise Universelle du Règne de Dieu (NDLT).

[5] En d'autres termes, ne cumulera pas sa fonction de député avec d'autres emplois (NDLT).

[6] Parti National Rénovateur (NDLT).